

Direction générale de l'énergie

Publication d'un avis de vacance pour le poste de directeur général adjoint responsable de la coordination de la politique Euratom (grade AD 15)

(article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2025/10473

Présentation

La direction générale de l'énergie (DG ENER) a pour mission de garantir l'accès de l'ensemble des citoyens et des entreprises européens à une énergie abordable, sûre, fiable et propre; de promouvoir l'efficacité de la production et de la consommation d'énergie; et de favoriser le processus qui doit permettre à l'Europe de devenir le premier continent neutre pour le climat d'ici à 2050, tout en contribuant à sa croissance durable et à la création d'emplois.

La DG ENER définit des politiques visant à élaborer un système énergétique innovant, résilient et intégré, de nature à assurer un approvisionnement continu en énergie abordable, sûre, fiable et propre à ses citoyens et à ses entreprises, conformément au pacte vert, renforcé par le pacte pour une industrie propre, et au plan REPowerEU.

La direction générale de l'énergie poursuit l'objectif de réaliser une union de l'énergie solide en définissant une gouvernance plus simple, plus efficace et à l'épreuve du temps, en supprimant les obstacles à la transition énergétique et en stimulant les solutions énergétiques qui favoriseront la transition vers la neutralité climatique et permettront de rendre l'énergie abordable, tout en promouvant la croissance durable et la création d'emplois en Europe. La transition encouragera et mettra à profit la participation des consommateurs et les investissements axés sur le marché dans les domaines de l'efficacité énergétique et des technologies des énergies renouvelables afin de consolider le rôle moteur de l'UE au niveau mondial, tout en réduisant la dépendance énergétique et le coût des importations.

La structure organisationnelle de la DG ENER comprend trois postes de directeur général adjoint.

Le directeur général adjoint chargé de la coordination de la politique Euratom coordonne et pilote deux directions, à savoir la direction «Énergie nucléaire, sûreté et ITER» (ENER.D) et la direction «Contrôle de sécurité d'EURATOM» (ENER.E), basées à Luxembourg. Le directeur général adjoint est également chargé d'assurer une coordination étroite des politiques avec l'Agence d'approvisionnement d'Euratom pour toutes les questions ayant trait à la sécurité d'approvisionnement dans le domaine nucléaire.

Poste proposé

Sous la supervision du directeur général (DG), le candidat retenu sera chargé des tâches suivantes:

- assister le DG dans la gestion de la direction générale, comprenant la coordination directe des directions D et E et la contribution au programme de travail de la DG ENER;
- conseiller le DG sur la stratégie de l'UE en matière d'énergie nucléaire, en se concentrant sur la sûreté, la stratégie pour l'union de l'énergie et la stratégie européenne pour la sécurité énergétique;

- élaborer une approche stratégique pour le déploiement précoce des technologies nucléaires émergentes en Europe (par exemple, les petits réacteurs modulaires);
- assurer la coordination, la mise en œuvre et le fonctionnement du système actuel de contrôle de sécurité d'Euratom conformément au règlement révisé (règlement 2025/974);
- assurer la supervision, quant aux orientations générales, des programmes de déclassement d'installations nucléaires en Bulgarie, en Slovaquie et en Lituanie;
- assurer la liaison avec les autres services de la Commission sur les questions liées au nucléaire et à la radioprotection et superviser la contribution de la DG ENER aux consultations interservices;
- assurer les contacts et la coordination nécessaires avec l'Agence d'approvisionnement d'Euratom;
- contribuer à la coordination des relations internationales entre la Communauté Euratom, les pays tiers et les organisations internationales (AIEA, OCDE, etc.), notamment en négociant et en assurant la mise en œuvre des accords internationaux;
- contribuer au développement d'une stratégie pour l'énergie de fusion nucléaire, y compris dans le cadre du projet ITER, en assurant une représentation efficace de la Communauté Euratom dans la gouvernance du projet aux niveaux international et européen;
- assurer la mise en œuvre du plan d'action SAMIRA (programme stratégique pour les applications de la technologie nucléaire et radiologique en médecine, dans l'industrie et dans la recherche), notamment en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement en radio-isotopes à usage médical dans l'UE;
- coordonner les dispositifs de sécurité (en étroite collaboration avec la DG HR) des activités et laboratoires nucléaires au Luxembourg;
- représenter la DG ENER dans les relations extérieures et les activités internationales se rapportant à l'énergie nucléaire, y compris les négociations avec les États membres et les pays tiers;
- remplacer/représenter le commissaire/le DG lors d'événements extérieurs et internes ou lors de réunions avec d'autres institutions européennes et des États membres.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder les compétences suivantes:

Qualités personnelles

- Très bonnes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes organisationnels et opérationnels.
- Expérience dans la représentation d'une organisation à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, combinée à d'excellentes capacités de communication et de négociation pour nouer et entretenir efficacement des contacts à haut niveau au sein de la Commission, ainsi qu'avec d'autres institutions de l'UE et internationales, les États membres et d'autres parties prenantes.
- Intégrité, adaptabilité et résilience face à la pression, associées à un engagement fort en faveur des valeurs du service public et de la réalisation des objectifs organisationnels.

Compétences spécialisées et expérience

- Très bonne connaissance et compréhension des politiques et priorités de la Commission.
- Très bonne compréhension et connaissance de la politique énergétique européenne, en particulier la politique de l'UE dans le domaine de l'énergie nucléaire dans le cadre du traité Euratom.
- Très bonne compréhension des compétences juridiques attribuées à la Commission européenne en vertu du traité Euratom, par exemple en ce qui concerne le contrôle de sécurité d'Euratom.
- Très bonne compréhension de l'architecture de sûreté internationale et européenne.

Compétences d'encadrement

- Capacité avérée et solide expérience en matière de planification et de gestion efficaces des ressources humaines, budgétaires et financières à un niveau d'encadrement élevé.
- Très bon jugement politique et capacité de comprendre un environnement politique complexe, aptitude à appréhender la politique énergétique de manière intégrée, en particulier dans le domaine nucléaire, et vision stratégique claire des activités de la direction générale.
- Expérience avérée de l'encadrement supérieur et excellentes compétences de direction, associées à la capacité de diriger, d'inspirer et de motiver de grandes équipes au sein d'une direction générale composée de professionnels hautement qualifiés et diversifiés.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels suivants.

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).

Seuls les diplômes des États membres de l'Union européenne ou ayant fait l'objet d'une équivalence délivrée par les autorités d'un de ces États membres peuvent être pris en considération.

- Expérience professionnelle: les candidats doivent disposer d'au minimum 15 ans d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau auquel les qualifications précitées donnent accès.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale².

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection. Les candidats peuvent être invités à fournir des pièces justificatives étayant les informations figurant dans leur acte de candidature à tout moment de la procédure. Les candidats qui ne fournissent pas ces documents dans le délai indiqué dans la demande peuvent se voir exclus de la sélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité

² Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs; et 5) le nombre de pairs.

³ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:01958R0001-20130701&qid=1408533709461&from=FR><https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

⁵ https://commission.europa.eu/publications/documents-senior-management-selection-procedures_en (disponible uniquement en anglais)

personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 15. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de neuf mois.

Le lieu d'affectation est Luxembourg.

Indépendance et déclaration d'intérêts

Les candidats seront tenus de présenter une déclaration par laquelle ils s'engagent à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à leur indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données.

Procédure de candidature

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à rester en contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courriel à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europass.europa.eu/fr/create-your-europass-cv>

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **17 décembre 2025 à 12h00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription ne sera plus possible après cette date.